



Gabriel SERVILLE

Député de la 1^{ère} circonscription de Guyane

BILAN 2017 – 2018

MES FONCTIONS À L'ASSEMBLEE NATIONALE

- Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale ;
- Membre de la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire ;
- Président du groupe d'amitié France – Haïti ;
- Vice-Président des groupes d'amitié France – Brésil Et France – Suriname ;
- Vice Président des groupes d'études sur les changements climatiques, sur les énergies vertes, sur l'eau et la biodiversité, sur la santé mondiale, sur les langues et cultures régionales ;
- Membre des groupes d'études sur le sida et sur les maladies orphelines ;
- Membre de la Mission d'information sur la nouvelle étape de décentralisation au services des territoires ;
- Membre de la Mission d'information sur les Chambres de commerce et d'industrie ;
- Membre de la Délégation à l'Outre-mer ;
- Membre de la Délégation chargée des activités internationales ;
- Membre de la Commission politique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie ;
- Membre du Conseil national de la mer et des littoraux.

Sur la loi « hydrocarbures »

J'ai engagé un véritable bras de fer avec le Gouvernement et sa loi interdisant les recherches et l'exploitation des hydrocarbures en France.

En effet, cette loi est revenue, sans aucune concertation, sur une compétence décentralisée au bénéfice de la Région Guyane. Concrètement, les Guyanais se voient dépossédés de leur droit de décider par eux-mêmes s'ils veulent, ou non, exploiter leurs ressources pétrolières. C'est pourquoi j'ai déposé non pas 1 mais 2 motions de rejet contre ce texte.

Contre la loi « travail »

J'ai mené une bataille intense contre l'entreprise de destruction de notre droit du travail menée par l'actuel Gouvernement. Ainsi, au prix d'une forte mobilisation nous avons obtenus, avec les maires, la sauvegarde de plus de 700 emplois aidés de plus pour la rentrée 2017 par rapport à ce qui avait été prévu par la ministre du travail, limitant la perte sèche à 150 contrats d'accompagnement sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, suite à notre saisine, le Conseil constitutionnel a censuré 5 mesures prévues par les ordonnances « loi travail », notamment celles relatives aux élections des représentants des salariés.

Une année en actions

Mise en œuvre de l'Accord de Guyane

L'effort financier consacré par l'Etat à la Guyane en 2018 est en augmentation de 79,5 millions d'euros par rapport à l'année dernière, très loin des 1.08 milliards prévus par l'accord du 27 avril 2017.

Cela révélerait-il un habile jeu d'écriture de la part de Bercy qui a décidé de financer notre plan d'urgence en réaffectant des crédits déjà destinés à notre territoire ? C'est ainsi que j'ai décidé, en responsabilité, de voter contre la loi de finances pour 2018 qui ne traduit pas les engagements du Gouvernement.

En faveur de la santé publique

L'annonce par Emmanuel Macron du non respect de l'engagement de créer un hôpital à Maripasoula démontre de la fragilité des engagements de ce Gouvernement et du protocole d'accord signé le 9 juin 2017. La succession de crises, dont la démission des $\frac{3}{4}$ des urgentistes du CHAR, m'a motivé à demander un changement de gouvernance à la tête de l'ARS.

Par ailleurs, j'ai mis le Gouvernement face à ses contradictions vis-à-vis du projet de la Montagne d'Or qui, en l'état, pourrait se révéler être un véritable désastre sanitaire, environnemental, mais également économique.

Sur la loi « asile et immigration »

Après avoir obtenu la réduction du montant de l'allocation versée aux demandeurs d'asile en Guyane, dans l'optique de faire échec à l'utilisation frauduleuse de notre droit dans le seul but de faire obstacle aux éventuelles mesures d'éloignement, je me suis inscrit en force de proposition lors des débats sur la loi asile et immigration pour à la fois lutter contre l'appel d'air à l'immigration illégale mais aussi garantir les droits fondamentaux des demandeurs d'asile.

Réforme constitutionnelle

Actuellement ont lieu les débats sur la réforme constitutionnelle. Après avoir fait adopter un amendement supprimant le mot « race » de la Constitution, je défendrai d'autres propositions visant à garantir l'égalité entre citoyens, l'égalité entre territoires mais surtout à poser la question de l'évolution institutionnelle de la Guyane vers une autonomie de gestion propre à garantir son développement économique et social, dans le respect des intérêts des Guyanais.

Suppression du mot race :

Profitant de la réforme institutionnelle, nous avons fait supprimer le mot « race » de la Constitution, enterrant ainsi une catégorie juridique apparue pour la première fois dans la législation antisémite de Vichy. Notre proposition de loi supprimant le mot « race », cette fois dans l'ensemble de la législation et déjà adoptée par l'Assemblée nationale, sera, elle, débattue à la rentrée au Sénat.

Mes positions de votes sur les principaux textes de la session :

- Réforme de la formation et de l'apprentissage **contre**
- Projet de loi logement, aménagement, numérique **contre**
- Projet de loi agriculture et alimentation **contre**
- Projet de loi sur les élections européennes **contre**
- Projet de loi sur les données personnelles **abstention**
- Projet de loi sur la société de confiance **contre**
- Projet de loi sur la réussite des étudiants **pour**
- Ordonnances « Loi travail » **contre**
- Loi de financement de la sécurité sociale **contre**
- Loi de finances pour 2018 **contre**
- Loi sur les hydrocarbures **contre**
- Loi sur la sécurité intérieure et le terrorisme **contre**
- Loi sur la confiance dans la vie politique **abstention**

2017 – 2018 en quelques chiffres :

1 rapport sur les discriminations en Outre-mer ;
7 questions orales au Gouvernement ;
14 propositions de loi co-signées ;
24 questions écrites adressées aux ministres ;
30 interventions en commissions ;
72 interventions dans l'hémicycle ;
195 textes étudiés en plénière ;
1 797 amendements proposés.

Quelques amendements adoptés :

- Ouverture pour les jeunes ultra-marins de la mobilité vers les pays voisins dans les mêmes conditions que dans l'Union Européenne ;
- Sauvegarde de l'équivalent fond vert pour les territoires d'Outre-mer à hauteur de 22 millions d'euros par an ;
- Sauvegarde des aides européennes agricoles dédiées aux productions ultra-marines ;
- Renforcement du crédit d'impôt pour rénovation dans les territoires d'Outre-mer ;
- Renforcement de l'information en matière de couverture sociale pour les jeunes et les étudiants ;
- Amélioration de la transparence sur les principaux bénéficiaires des dépenses fiscales ;
- Mise en place de sanctions contre les sociétés agroalimentaires qui refusent de déposer leurs comptes.

Grand livre sur les discriminations :

J'ai été chargé par la délégation à l'Outre-mer de rédiger une partie du Grand livre sur les discriminations subies par les ultra-marins. Nous avons présentés le résultat de nos travaux, en 29 propositions, le 19 juin à l'Assemblée nationale et qui devront inspirer un grand projet de loi qui devrait intervenir courant 2019.

Mes propositions de loi :

- Proposition sur le droit à la scolarisation dès 2 ans ;
- Proposition sur la revalorisation de l'Allocation adulte handicapé (AAH) ;
- Proposition de reconnaissance sociale des aidants ;
- Proposition sur les paradis fiscaux ;
- Proposition sur la lutte contre la précarité des femmes
- Proposition sur les marchands de sommeil ;
- Proposition sur la gratuité des transports scolaires ;
- Proposition sur le congé paternité ;
- Proposition sur la lutte contre le diabète ;

Me contacter

Permanence parlementaire

SANS RENDEZ-VOUS* :

Les lundi, mercredi et vendredi de 9h30 à 12h
Les mardi et jeudi de 9h à 12h puis 15h30 à 17h30

au 1bis, rue Samuel Lubin 97300 Cayenne.

* Pour toutes vos demandes de soutien dans vos démarches personnelles.

SUR RENDEZ-VOUS :

Rencontrez votre député sur rendez-vous en nous contactant par mail à l'adresse suivante:

gabriel.serville@assemblee-nationale.fr

ou au 05 94 38 32 39

Sur internet

E-mail: gabriel.serville@assemblee-nationale.fr

Facebook: [@gabriel.serville](https://www.facebook.com/gabriel.serville)

Twitter: [@GabrielServille](https://twitter.com/GabrielServille)

Site internet: gabrielserville.com

Mais également sur [YouTube](https://www.youtube.com) et [Dailymotion](https://www.dailymotion.com)

Mon équipe

Suivi des dossiers techniques et législatifs:

Thibault Lechat-Vega 06.99.82.82.00

Suivi des dossiers administratifs et politiques:

Christian Porthos

06.94.23.27.25